



**ITUC INTERNATIONAL TRADE UNION CONFEDERATION**  
**CSI CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE**  
**CSI CONFEDERACIÓN SINDICAL INTERNACIONAL**  
**IGB INTERNATIONALER GEWERKSCHAFTSBUND**

**Un travail décent pour tous**

**Un objectif essentiel pour le développement économique et social**

**Confédération syndicale internationale (CSI)**

**Déclaration à la 46<sup>e</sup> Session de la Commission du développement social de  
l'ONU, New York, 6-15 février 2008**

### **NOTE DE SYNTHÈSE**

1. La CSI salue les progrès accomplis depuis le Sommet de l'Assemblée générale en 2005 eu égard à l'avancement de l'ordre du jour pour la promotion du plein emploi productif et du travail décent, comme une contribution capitale aux efforts visant à l'abolition de la pauvreté.
2. Le défi actuel pour les Etats membres assistant à la 46<sup>e</sup> Session de la Commission du développement social consistera à s'accorder sur le texte d'une Résolution à soumettre à l'Assemblée générale par le biais de l'ECOSOC, qui vise à faire du travail décent un objectif prioritaire, à intégrer systématiquement aux politiques sociales, économiques et de développement aux échelons international, régional et national.
3. Un tel effort ne pourrait survenir à un moment plus opportun, vu les tendances alarmantes liées au chômage, qui résultent elles-mêmes de l'actuelle crise des marchés mondiaux, qui vient justement d'être mise en exergue par l'Organisation internationale du travail (OIT) dans le cadre de son Rapport mondial sur l'emploi 2008.
4. La CSI attire l'attention sur le manque de cohérence politique entre les systèmes économiques, financiers et commerciaux internationaux et les institutions sociales qui mettent en avant les objectifs du travail décent.
5. Cette incohérence des politiques est illustrée, entre autres, par les demandes disproportionnées faites aux pays en développement dans le cadre des négociations de l'AMNA (Accès aux marchés non-agricoles) de l'OMC, qui sont susceptibles de provoquer des pertes d'emploi massives et d'usurper l'espace politique nécessaire à la croissance des secteurs productifs.
6. Le rapport annuel « Pratique des affaires » publié par la Banque mondiale est un autre bon exemple: celui-ci a pour effet ni plus ni moins que de dissuader les investisseurs étrangers d'investir dans des pays appliquant des normes du travail adéquates, de décourager la responsabilité des entreprises et de compromettre l'agenda pour le travail décent.
7. Parvenir à la cohérence politique et garantir un espace politique, voilà donc deux conditions qui doivent figurer au centre de la Résolution présentée à la Commission pour une mise en pratique effective de l'appel de la Déclaration

ministérielle de l'ONU/ECOSOC de 2006, en vue de l'établissement, aux échelons national et international, d'un environnement propice à la réalisation des objectifs du plein emploi productif et du travail décent pour tous comme base du développement durable.

8. Tout en veillant à accorder le même niveau d'attention à chacun des quatre objectifs stratégiques (emploi, droits au travail, protection sociale et dialogue social), les gouvernements devraient chercher à intégrer l'agenda du travail décent systématiquement et à titre de priorité aux politiques macroéconomiques et aux cadres d'aide au développement à niveau national.
9. Des approches à forte intensité d'emploi doivent être mises en œuvre dans le domaine de la création d'emploi, en veillant à accorder une attention soutenue à la réponse au déficit du travail décent pour les personnes piégées dans des relations de travail informelles, dont les femmes constituent la majorité.
10. Les cadres réglementaires devraient inclure les principes énoncés dans la Déclaration sur les principes et droits fondamentaux au travail (OIT), pour garantir la représentation des travailleurs et les droits au travail. Ces cadres devraient aussi intégrer la Déclaration tripartite de l'OIT sur les entreprises multinationales et la politique sociale, en vue de promouvoir les bonnes pratiques concernant les responsabilités sociales des entreprises.
11. Ces cadres devraient en outre englober les Conventions fondamentales de l'OIT visant à venir à bout du déficit de travail décent relatif aux travailleuses et aux conditions de travail.
12. Il conviendrait d'élaborer des stratégies pour répondre au chômage des jeunes en planchant, dans le même temps, sur les objectifs corrélés de la création d'emploi de qualité, de l'éducation et du renforcement des capacités et de l'amélioration de la transition de l'école au travail. Parallèlement à ces stratégies, il convient d'en prévoir d'autres qui visent à l'abolition du travail des enfants et la pleine application des droits de tous les enfants à une instruction publique de qualité
13. La mobilisation de ressources pour le financement de l'agenda du travail décent est une condition préalable pour la réalisation des objectifs visés. Celles-ci doivent inclure des systèmes d'imposition progressifs et le soutien prioritaire en faveur des programmes pour le travail décent dans le cadre de la coopération au développement.
14. La Résolution de la Commission doit insister sur la nécessité de mettre en place des instruments permettant l'évaluation des progrès tangibles en vue de la réalisation des objectifs du travail décent, y compris les Outils pour l'intégration de l'emploi et du travail décent de l'OIT et les indicateurs du travail décent, de manière à pouvoir jauger l'efficacité des stratégies pour atteindre le nouveau sous-objectif de l'OMD 1 concernant le travail décent.
15. Le travail décent pour tous doit constituer une priorité mondiale et universelle pour toutes les institutions internationales, aussi bien celles se trouvant sous l'égide de l'ONU que celles entretenant des liens moins officiels avec la famille des Nations unies. Il convient d'accorder systématiquement la priorité à ces enjeux et il incombe aux institutions

chargées de la gouvernance aux niveaux mondial et régional de s'engager explicitement en faveur de l'intégration des objectifs du travail décent dans leurs politiques et leurs opérations.